

**GROUPE Thématique 1 :**  
**« Les enjeux de la gouvernance dans l'apprendre tout au long de la vie »**

*Animateur : André PELLETIER*

**Mise en place du Service Public Régional de la Formation : gouvernance et coordination des acteurs ?**

*France CASTAY, Chef projet SPRF – Conseil Régional Rhône-Alpes*

**La dimension de la gouvernance du programme de coopération de formation en matière de pédagogie spécialisée :**

*Anne RODI, Praticienne, Responsable du projet SPS, Haute Ecole Pédagogique de Lausanne et Viktor LAMI, Praticien, responsable SPS, Université Ismael Qemali, Albanie*

**Gouvernance: participation, cohérence, efficacité, responsabilité**

*Gaëlle CODJA, FAFFE, Andalousie*

**« Mise en place du Service Public Régional de la Formation  
(SPRF) : gouvernance et coordination des acteurs »**

⇒ **Par France CASTAY**, Chef de projet SPRF, Conseil Régional Rhône-Alpes

1 – l'un des enjeux majeurs de ce dispositif vise à harmoniser, donner de la cohérence aux politiques des Régions en France sur ce qui touche les question d'orientation, de formation professionnelle et d'accès à ce que la Région Rhône-Alpes nomme « l'emploi durable ». En effet, bien souvent, en France, les régions interviennent, dans le cadre de la décentralisation, en complément des politiques de l'Etat et dans des secteurs comme la formation, la culture, la politique de la ville et le développement économique.

2 – Si on pose aujourd'hui clairement la question de la formation tout au long de la vie, tous ces secteurs sont directement ou non impactés ; Par exemple, la question du logement et des transports pour aider des jeunes, ou des moins jeunes, des personnes en situation de handicap, la région met en place des dispositifs et des actions divers.

La mise en place d'un Service Public Régional de la Formation permettra à la fois de favoriser la cohérence et la complémentarité des actions et donnera une visibilité politique aux actions de la Région, en regard de l'Etat.

3 – La mise en œuvre de ces politiques ne concerne pas que la Région. Elle mobilise les systèmes de formation, dont certains sont rattachés aux branches professionnelles. Elle mobilise des dispositifs mis en œuvre par l'Etat, des dispositifs financés conjointement par l'Etat, la Région, voire les Départements et les communautés de Communes.

Autant d'acteurs dont les visions et visées ne sont pas toujours homogènes et qui, si on veut en renforcer la cohérence et l'efficacité, doivent apprendre à travailler ensemble.

En proposant la mise en place d'un Service Public Régional de la Formation, de sa coordination, la région met « la gouvernance territoriale » au cœur du problème. « La création de Services Publics Régionaux de la Formation, constitue un enjeu majeur de gouvernance territoriale. Nous sommes à un moment stratégique où les partenaires sociaux, et les Régions se sont découverts des intérêts communs, une volonté 'autonomie par rapport à l'Etat... » Comment alors mettre en place une forme de gouvernance « qui respecte les identités et missions de chacun, tout en harmonisant les objectifs, la complémentarité des pratiques, tout en proposant des critères de mise en œuvre et d'évaluation partagés, en optimisant les résultats et la gestion des deniers publics.

En présentant l'exemple Rhônalpin, France CASTAY aidera le groupe à prendre la dimension de ce qu'implique la mise en place d'une gouvernance territoriale, les potentialités d'un tel système, les embûches et « l'art et la manière de faire travailler ensemble » des acteurs qui n'ont pas toujours la même approche.

La seconde intervention proposée par Anne RODI et Viktor LAMY devrait permettre au groupe de s'interroger sur cette question de la gouvernance territoriale, sur son importance dans une économie mondialisée, sur sa nécessité en termes de formation, de gestion des mobilités et des parcours de vie. On pourra aussi se demander si la crise ne fait pas de la gouvernance une nécessité, un fondamental, pour ne pas reproduire les erreurs du passé.

Claude Costechareyre

**« Programme de coopération de formation en matière de  
Pédagogie Spécialisée »**

→ Par **Anne Rodi**, praticienne, responsable du projet SPS, Haute Ecole Pédagogique de Lausanne et **Viktor Lami**, praticien, responsable SPS, Université Ismael Qemali, Albanie

**1. Description de la situation**

L'Université de Vlore (Albanie), en collaboration avec la Haute Ecole Pédagogique de Lausanne a développé, depuis 2003, un programme de formation en matière de Pédagogie Spécialisée. L'offre de formation, unique dans ce domaine en Albanie, est variée mais demeure modeste en terme quantitatif : Bachelor, Master, Formations continues pour diverses catégories de professionnels et de parents. Le projet est financé par la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) suisse. Les partenaires sont essentiellement des personnes présentant des besoins spéciaux et leurs parents, des étudiants, des professionnels en cours d'emploi, des professeurs, des responsables de formation, des responsables de gouvernements. Ils proviennent principalement de Suisse et d'Albanie, mais également de France ou du Canada. Actuellement, des collaborations s'ouvrent à différents niveaux avec les pays voisins de l'Albanie (Monténégro, Macédoine, Kosovo).

**2. Contexte**

Le contexte de la mise en place des offres de formation est tout à fait original et spécifique. En effet, l'Albanie vit depuis 1991, une période de transition (chute de la dictature). Cependant, cette période de transition dure depuis près de 18 ans maintenant et le pays sort difficilement de la crise ou des crises (chutes des pyramides financières, guerre civile, guerre du Kosovo...)... Peut-on alors parler de crise « actuelle » ? Il s'agit plutôt de la gestion d'une (de) crise(s) à long terme (économique, sociale, politique...) qui caractérise tout le contexte de mise en place d'un système de formation et de collaboration entre deux pays. L'expérience d'« apprendre tout au long de la vie » et des politiques mis en œuvre par la Suisse et l'Albanie au niveau de la formation, dans ce contexte particulier est riche en enseignements. L'analyse de l'ensemble des processus mis en œuvre est toujours double (tantôt suisse, tantôt albanaise) et ce mouvement de va-et-vient dans l'étude de la situation s'avère fort intéressant.

**3. Aspects innovants**

Actuellement, le projet de coopération entre la Suisse et l'Albanie est dans une phase de réorientation. D'un projet exclusivement albanais-suisse, un programme de collaboration et d'échange régional avec trois pays voisins de l'Albanie est peu à peu envisagé. De plus, la notion de gouvernance, au centre des préoccupations du gouvernement suisse, donne une nouvelle couleur aux orientations à venir et ce, aussi bien au niveau national qu'institutionnel. Mais quelle place accorder aux principes fondamentaux de la gouvernance (recevabilité, transparence, non-discrimination, participation et efficacité), dans le cadre d'un programme international de formation en Pédagogie Spécialisée ? Les défis sont nombreux et des perspectives peuvent être envisagées, à la lumière des enseignements reçus ces dernières années, suite à 6 ans d'échange et de collaboration entre partenaires suisses et albanais.

**4. Rôle de la politique de la Région**

Le projet SPS (Section de Pédagogie Spécialisée) touche certes la politique albanaise, mais également la politique suisse romande puisqu'il s'inscrit directement dans les prestations offertes par la Haute Ecole Pédagogique aux pays partenaires.

« **Gouvernance: participation, cohérence,  
efficacité, responsabilité** »

→ Par **Gaëlle CODJA**, *Fundación Andaluza Fondo de Formación y Empleo*

Les enjeux de la gouvernance dans l'apprendre tout au long de la vie nous interpellent sur les aspects relatifs aux positionnements et aux options stratégiques de la Région en matière d'éducation et en particulier de formation et bien entendu, d'emploi.

Cette interpellation nous amène à prendre le courage de remettre en question et analyser les déficiences des politiques et dispositifs en matière de l'apprendre tout au long de la vie. Dans le cas de la formation (aspect qui nous intéresse le plus en tant que Fondation publique pour la formation et l'emploi), l'analyse doit également se faire par rapport à d'autres problématiques qui sont l'emploi, le développement territorial et la compétitivité régionale dans un contexte global.

Ces enjeux nous obligent également à traiter la problématique de la formation d'un point de vue multilatéral et à impliquer ou prendre en compte le positionnement, non seulement des autorités publiques de tutelle, des agents sociaux, des collectivités territoriales et des acteurs de terrain, mais aussi celui des agents économiques tels que les entreprises pour tous les aspects relatifs aux compétences et aux qualifications.

Les enjeux se situent tant au niveau de l'efficacité des programmes, contenus et itinéraires de formation qui sont destinés à faciliter l'intégration des travailleurs sur le marché du travail, qu'au niveau de leur cohérence vis-à-vis d'une stratégie globale, ce qui requiert la participation active de tous les acteurs concernés.

Tous ces enjeux de la gouvernance dans l'apprendre tout au long de la vie requièrent un engagement responsable de la part des différents acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques afin de garantir l'efficacité des dispositifs et leur cohérence avec les besoins des travailleurs et du territoire.